

**Conseil économique et social**Distr.: Limitée  
27 février 2001Français  
Original: Anglais**Commission des stupéfiants**

Quarante-quatrième session

Vienne, 20-29 mars 2001

Point 6 de l'ordre du jour

**Trafic et offre illicites de drogues****États-Unis d'Amérique: projet de résolution****Renforcement de la coopération multilatérale en matière de lutte contre le trafic illicite par mer***La Commission des stupéfiants,**Préoccupée* par la prévalence croissante du trafic illicite par mer de stupéfiants et de substances psychotropes,*Réaffirmant* que le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et des principes du droit international devrait régir la coopération internationale en matière de lutte contre le trafic illicite par mer,*Réaffirmant également* l'obligation faite à tous les États parties à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>1</sup>, en vertu de l'article 17 de ladite convention, de coopérer dans toute la mesure possible en vue de mettre fin au trafic illicite par mer,*Rappelant* les mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire pour lutter contre le trafic illicite par mer que l'Assemblée générale a adoptées à sa vingtième session extraordinaire consacrée à la lutte concertée contre le problème mondial de la drogue dans sa résolution S-20/4 C en date du 10 juin 1998,*Reconnaissant* l'importance de la coopération bilatérale et régionale dans la lutte maritime contre les stupéfiants, conformément au paragraphe 9 de l'article 17 de la Convention de 1988,

---

<sup>1</sup> Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.XI.5).

*Notant* que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, en coopération avec les gouvernements intéressés, a convoqué à Vienne, du 5 au 8 décembre 2000, un groupe de travail officieux à composition non limitée sur la coopération maritime en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues par mer afin d'examiner des méthodes et des moyens pratiques pour améliorer la coopération internationale en matière de répression du trafic de drogues par mer,

*Notant en outre* que, dans son rapport, le groupe de travail officieux à composition non limitée sur la coopération maritime en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues par mer a décrit les nouveaux problèmes qui se posent aux autorités nationales de répression et a présenté une série de mesures devant être examinées par la Commission des stupéfiants,

1. *Accueille* avec satisfaction le rapport du groupe de travail officieux à composition non limitée sur la coopération maritime en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues par mer<sup>2</sup> qui s'est réuni à Vienne du 5 au 8 décembre 2000;

2. *Prie* le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de faire en sorte que le groupe de travail officieux à composition non limitée sur la coopération maritime en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues par mer continue de fonctionner;

3. *Prie* le groupe de travail à composition non limitée de continuer à élaborer:

a) Des solutions aux problèmes mentionnés dans l'annexe à son rapport et notamment une recommandation tendant à ce que la Commission convoque un groupe de travail d'experts maritimes, si nécessaire;

b) Un manuel de référence facile à utiliser pour aider les parties requérantes et les autorités compétentes chargées de recevoir les demandes et d'y répondre en vertu de l'article 17 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;

c) Un cadre de référence type pour faciliter l'échange des informations nécessaires en vue d'autoriser l'arraisonnement et la visite des navires et l'adoption des mesures pertinentes en vertu de l'article 17 de la Convention de 1988 et conformément à la législation et aux procédures internes des États du pavillon;

d) Des accords bilatéraux ou régionaux types qui pourraient servir de référence aux États intéressés;

4. *Encourage* les États parties à la Convention de 1988 à participer au groupe de travail officieux à composition non limitée sur la coopération maritime en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues par mer.

---

<sup>2</sup> UNDCP/2000/MAR.3.